Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 6 janvier 1954, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant coordination des lois sur la lettre de change et le billet à ordre et modifiant les articles 21 et 22 de la loi du 10 août 1953, concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre et sa mise en vigueur",

et le 15 janvier 1954 sur un amendement à ce projet, a donné le 1er février 1954 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 6e Januari 1954 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende samenordening van de wetten op de wisselbrief en het orderbriefje en tot wijziging van de artikelen 21 en 22 van de wet van 10 Augustus 1953, betreffende de invoering in de nationale wetgeving van de eenvormige wet op de wisselbrieven en orderbriefjes en betreffende haar inwerkingtreding",

en de 15e Januari 1954 over een amendement op dat ontwerp, heeft de 1e Februari 1954 het volgend advies gegeven :

Examen de l'article 1er du projet.

L'article 1er du projet a pour objet de réaliser, par la voie législative, la coordination annoncée dans l'article 20 de la loi du 10 août 1953, en apportant au texte diverses rectifications que le Gouvernement juge nécessaires.

Aux termes de l'exposé des motifs, "cette coordination n'a pu se faire par arrêté royal parce que les textes français et néerlandais de la loi du 10 août 1953 ainsi que le texte néerlandais de la loi uniforme paru au Moniteur du 31 décembre 1933 contiennent certaines erreurs qui ne peuvent être rectifiées que par la voie législative".

L'argument est valable en ce qui concerne les rectifications à apporter aux dispositions de la loi du 10 août 1953; le pouvoir de coordonner ne comporte pas, en principe, celui de modifier les textes, et l'intervention du législateur est donc nécessaire.

En ce qui concerne les erreurs contenues dans le texte néerlandais de la loi uniforme, tel qu'il a paru au Moniteur belge du 31 décembre 1933, l'argument est sans pertinence; le texte officiel de la loi uniforme annexée à la convention du 7 juin 1930 a été établi uniquement en français et en anglais, et la version néerlandaise publiée au Moniteur belge n'est qu'une simple traduction effectuée par les services du Ministère des Affaires étrangères et dénuée de valeur légale. La considération que cette traduction a été accolée au texte français annexé au projet de loi d'approbation de la convention du 7 juin 1930 (Doc. Ch. 1931-1932, nº 173) serait sans pertinence à cet égard; l'approbation législative porte sur

.../...

l'instrument même que le Roi a négocié et non sur les traductions qui en seraient communiquées au Parlement pour son information. Le vote des Chambres n'intervient d'ailleurs que sur l'article -généralement unique - du projet de loi d'approbation et non sur les articles des instruments annexés. Sur ce point, le texte qui figure dans l'article 1er du projet a donc pour objet d'établir la version néerlandaise officielle de celles de ces dispositions qui sont reprises de la loi uniforme, et non pas de rectifier cette version. Au demeurant, si le but ainsi poursuivi échappe lui aussi à la notion d'une simple coordination, l'intervention du législateur est également requise pour le réaliser.

\+

\+ \+

La numérotation des dispositions insérées dans l'article 1er du projet soulève une observation préliminaire.

Le législateur, en votant la loi du 10 août 1953, a inséré entre les articles 70 et 71 de la loi uniforme une disposition nouvelle à laquelle il a donné le numéro 70 bis.

Le Conseil d'Etat propose de maintenir cette numérotation et de ne pas la remplacer par un article 71. Le changement proposé dans le projet entraînerait une modification dans la numérotation de tous les articles suivants; ceux-ci cesseraient ainsi de porter les numéros qu'ils ont dans la loi uniforme et dans la loi du 10 août 1953. Le maintien de la

.../...

numérotation originaire facilite la tâche du juge et des commentateurs appelés à se référer aux travaux préparatoires; car, sous les mêmes numéros, ils trouveront les indications désirables; l'adoption du projet gouvernemental entraînerait des difficultés de recherches. Il paraît, au surplus, souhaitable d'aligner aussi complètement que possible la loi belge sur la loi uniforme elle-même.

A ce sujet, il n'est pas sans intérêt de rappeler que dans le projet portant introduction dans la législation belge de la loi uniforme sur le chèque, la Commission de la Justice au Sénat s'exprimait comme suit :

"5. Numérotage des articles du projet.

Nous avons estimé qu'il importait de maintenir les articles de la loi uniforme dans l'ordre prévu par la convention internationale. Un numérotage identique simplifiera la besogne déjà si ardue des praticiens du droit et des commerçants.

En conséquence, nous proposons de bouleverser complètement la forme du projet en procédant comme suit :

...

B. Les quinze articles du projet seraient remplacés par les articles de la loi uniforme complétés et modifiés conformément aux dispositions de ces 15 articles et des amendements.

C. Les modifications à apporter par ces 15 articles dans le corps de la loi uniforme seraient faites sous forme d'ajoutes d'un ou de plusieurs alinéas

.../...

à l'article correspondant de la loi uniforme ou, au besoin, sous forme d'ajoute d'articles bis.

...".

(Doc. Sénat 1949-1950, n° 38, p. 3).

C'est, de toute évidence, à la même préoccupation qu'a obéi le législateur du 10 août 1953 lorsqu'il a introduit un article 70 bis dans la loi uniforme sur la lettre de change.

Enfin, plusieurs commentaires de la loi du 10 août 1953 ont déjà été publiés et un changement dans le numérotage des articles ne peut que provoquer de la confusion.

Pour ces motifs, le Conseil d'Etat estime qu'il serait souhaitable de ne pas modifier la numérotation adoptée par la loi du 10 août 1953.

\+

\+ \+

La version néerlandaise des textes repris de la loi uniforme est une simple traduction dénuée de valeur légale.

Le Conseil d'Etat estime qu'il serait souhaitable que cette version soit reprise de la loi néerlandaise sur le même objet.

La loi uniforme traduit, en effet, un effort d'unification des législations internes des Etats signataires; cette unification, qui est particulièrement

.../...

recherchée dans le cadre des Etats de Benelux et qui est soulignée par l'adoption par ces Etats du projet de loi uniforme réglant les questions de droit international privé, ne peut être que favorisée par l'établissement des textes rédigés, dans toute la mesure du possible, d'une façon identique dans chacun de ces Etats; au surplus, l'unification de la terminologie juridique néerlandaise facilitera, dans une large mesure, l'unité d'interprétation des textes.

Cette préoccupation avait déjà été exprimée par la Commission de la Justice du Sénat en ces termes:

"Un des voeux contenus dans l'acte final de la première convention a trait aux traductions : c'est celui de voir les Etats où la même langue officielle est utilisée se mettre d'accord sur une traduction unique.

La Hollande est co-signataire des conventions.

Le Gouvernement estimera sans doute utile de déférer au voeu exprimé par la Conférence internationale, en prenant contact à ce sujet avec le Gouvernement hollandais.

L'unification des textes sera utile aux commerçants des deux pays."
(Doc. Sénat, 1947-1948, n° 40, p. 42).

\+

\+ +

Le collationnement des dispositions insérées dans l'article 1er du projet avec le texte officiel

.../...

de la loi uniforme communiqué au Conseil d'Etat par le Ministere des Affaires étrangères donne lieu aux observations suivantes :

1° La loi uniforme est divisée par titres et chapitres et non par sections et chapitres.

Les "lois coordonnées" étant destinées à s'insérer dans le titre VIII du livre Ier du Code de commerce et ce titre étant lui-même divisé en sections, c'est à bon droit que le projet a substitué la division par sections à la division par titres.

2° A l'article 1er, 1°, la fin de l'alinéa depuis les mots "l'obligation d'insérer" forme une phrase. Il y a donc lieu de remplacer par un point le point-virgule qui la précède. La même remarque vaut pour le texte néerlandais.

A la fin du même alinéa, les mots "présente loi" et "deze wet" ne figurent pas dans le texte actuellement en vigueur.

3° A l'article 7, le texte de la loi uniforme porte : "... ou des signatures qui, pour toute autre raison, ne sauraient ..."; il n'y a aucun motif qui justifie l'omission du mot "autre". Le texte néerlandais porte correctement "om welke andere reden".

4° A l'article 8, la loi uniforme et le projet portent "a les mêmes droits qu'aurait eu le prétendu représenté"; il eût fallu "a les mêmes droits qu'aurait eus ..."; il ne paraît pas abusif qu'à l'occasion de la "coordination", cette erreur purement matérielle soit rectifiée.

.../...

5° A l'article 16, alinéa 2, le mot "quelque" est au singulier.

6° A l'article 20, dernier alinéa, il n'y a pas de virgule après les mots "du tiré".

7° A l'article 25, alinéa 2, in fine, il ne faut pas de virgule après les mots : "contre le tireur".

8° A l'article 28, alinéa 1er, il n'y a pas de virgule après les mots : "par l'acceptation".

9° A l'article 34, alinéa 2, le texte officiel porte : "Dans ce cas ...".

10° A l'article 36, alinéa 4, la version néerlandaise ne correspond pas à la version française. L'exposé des motifs tente de justifier cette divergence. Le Conseil d'Etat estime que cette justification n'est pas pertinente : en effet, l'on n'aperçoit pas les raisons pour lesquelles la version néerlandaise devrait constituer une interprétation du texte français; ce procédé est inusité. Il serait préférable de reprendre dans la version néerlandaise le texte de la loi néerlandaise du 25 juillet 1932 qui a purement et simplement traduit "quinze jours" par "vijftien dagen". Si le Gouvernement estime que ces mots doivent être interprétés, l'exposé des motifs sera utilement complété dans ce sens.

11° A l'article 40, alinéa 3, il n'y a pas de virgule après le mot "endossement".

12° A l'article 42, troisième ligne, le texte de la loi du 10 août 1953 porte "dans le délai indiqué"; c'est à bon droit que le projet rétablit la leçon "dans le délai fixé" qui est celle de la loi uniforme.

13° A l'article 43, 1°, le texte officiel porte : "S'il y a eu refus ..."

Le 2° du même article, tel qu'il a été amendé par le Gouvernement, ne soulève plus d'observation.

Au même article 43, dernier alinéa, la loi du 10 août 1953 a substitué la rédaction :"... des délais limités à l'échéance de l'effet..." à celle qui figure dans l'article 11 de l'annexe II à la convention (réserves admises) et qui prévoit que chacune des hautes parties contractantes se réserve la faculté d'admettre dans sa législation la possibilité pour les garants d'une lettre de change d'obtenir, en cas de recours exercé contre eux, des délais qui, en aucun cas, ne pourront dépasser l'échéance de la lettre de change.

La présente coordination pourrait être l'occasion d'adopter cette rédaction qui, de surcroît, éviterait des difficultés d'interprétation.

Le Conseil d'Etat signale la discordance entre le régime instauré par l'article 43 et celui qui est prévu à l'article 450, alinéa 1er, de la loi sur la faillite.

14° A l'article 44, dernier alinéa, le texte de la loi du 10 août 1953 porte : "En cas de cessation des paiements" (trois fois).

Au même article 44, dernier alinéa, la loi du 10 août 1953 a substitué la rédaction : "la production ... suffit pour l'exercice de ses recours par le porteur" à la rédaction qui figurait dans la loi uniforme : "la production ... suffit pour permettre au porteur d'exercer ses recours". La coordination actuelle pourrait être l'occasion de rétablir cette rédaction.

15° A l'article 48, 2°, le texte original porte "6 p. c." et "6 t.h.". Pour des motifs de concordance générale, il y a lieu de rétablir cette présentation.

16° La même remarque est à faire en ce qui concerne l'article 49, 2°.

17° A l'article 52, alinéa 2, le texte officiel porte: "un droit de courtage et le droit de timbre de la retraite".

18° A l'article 71 (70 bis proposé par le Conseil d'Etat), il n'y a pas de virgule après le mot "prescription", ni après le mot "article". Dans la version néerlandaise, le texte officiel porte "de bij dit artikel".

19° A l'article 73 (72 proposé par le Conseil d'Etat), alinéa 1er, il n'y a pas de virgule après les mots: "lettre de change"(deux fois) ni après les mots : "jour férié légal".

20° A l'article 76 (75 proposé par le Conseil d'Etat), la loi uniforme porte : "... dans la langue

.../...

employée pour la rédaction de ce titre". La loi du 10 août 1953 ici reproduite porte : "dans la langue employée pour la rédaction du texte de ce titre". A l'occasion de la coordination, il serait souhaitable de rectifier cette rédaction pour la mettre en harmonie avec celle de la loi uniforme et, d'ailleurs, avec l'article 1er, 1°, de la coordination.

Au même article 76, 1°, la fin de l'alinéa, depuis les mots "l'obligation d'insérer", forme une phrase. Il y a donc lieu de remplacer par un point le point-virgule qui la précède.

21° A l'article 77 (76 proposé par le Conseil d'Etat), il faut lire "énonciations" et non "dénonciations".

22° A l'article 78 (77 proposé par le Conseil d'Etat), les références aux divers articles du projet ont été adaptées à la numérotation nouvelle prévue par celui-ci; si le Gouvernement se rallie aux suggestions du Conseil d'Etat et estime qu'il y a lieu de rétablir la numérotation initiale des articles, les références contenues dans cet article, y compris celles du dernier alinéa, doivent être revues.

Dans les références qui suivent le mot "prescription", il faut ajouter celle de l'article 71 (70 bis proposé par le Conseil d'Etat).

Les membres de phrase "Le paiement d'une traite adirée (articles 87 à 92)" et "La saisie conservatoire (article 95)", qui ont été ajoutés à l'article 77 de la loi uniforme par la loi du 10 août 1953, doivent se placer à la fin de l'alinéa.

.../...

Le mot "traite" n'étant pas employé dans la loi uniforme, il y a lieu de le remplacer par les mots "lettre de change".

A l'alinéa 2, il ne faut pas de virgule après les mots "billet à ordre".

Le dernier alinéa de l'article 78 du projet ne figure ni dans la loi uniforme, ni dans la loi du 10 août 1953. Cette dernière loi porte en son article 16, § 2 : "Il est ajouté à l'article 77 un alinéa portant :

"Les modifications prévues par la présente loi aux articles 2, 20, 31, 38, 42, 43, 44, 48, 49, 71 et 74 de la loi uniforme, les articles 70 bis nouveau, 86 et 91 nouveaux, 93 nouveau, ainsi que les modifications apportées à la loi sur les protêts s'appliquent également au billet à ordre".

La modification est de pure forme, comme l'explique l'exposé des motifs (p. 3).

23° A l'article 82 (81 proposé par le Conseil d'Etat), alinéa 4, il y a un manque de concordance entre les versions française et néerlandaise : le texte français parle du défaut d'affectation spéciale, alors que le texte néerlandais parle du cas où aucune affectation spéciale n'est mentionnée (vermeld).

Au même article, alinéa 5, il y a deux points (:) après les mots "choses fongibles", ceci afin de maintenir l'harmonie avec l'alinéa 3; il y a lieu de rétablir cette ponctuation.

Au même article, même alinéa, version néerlandaise, le texte actuellement en vigueur porte:

.../...

"... zaken : de geaccepteerde brieven hebben voorkeur ...".

24° A l'article 83 (82 proposé par le Conseil d'Etat), il ne faut pas de virgule après les mots "La déchéance".

La fin de l'alinéa 2 du même article, depuis les mots "Dans les cas énoncés ...", forme un alinéa séparé dans le texte de la loi du 10 août 1953.

Au même alinéa 2, il est question des délais prévus à l'article 70. Or, cet article prévoit trois délais différents. Il est évident que, comme il s'agit de l'action du porteur contre des garants, c'est le deuxième délai, celui de l'alinéa 2, qui est visé ici. Il serait plus sûr de dire expressément : "... l'action qui subsiste se prescrit dans le délai d'un an à partir de ...".

25° A la fin de la version néerlandaise de l'article 85 (article 84 proposé par le Conseil d'Etat), le mot "verweer", qui figure dans le texte actuellement en vigueur, est remplacé par le mot "verbod".

26° A l'article 88 (article 87 proposé par le Conseil d'Etat), il y a une virgule après les mots : "de l'acceptation".

27° Il en est de même à l'article 89 (88 proposé par le Conseil d'Etat) après les mots "tribunal de commerce".

28° Aux articles 89 et 90 (88 et 89 proposés par le Conseil d'Etat), alinéas 1er et 2, le projet,

.../...

reprenant le texte de la loi du 10 août 1953, emploie l'expression "traite" et "traite adirée"; cette expression, qui ne figure pas dans la loi uniforme, ne concorde pas avec l'expression employée dans l'intitulé et dans les autres articles du chapitre II relatif au paiement des lettres de change adirées.

29° A l'article 92 (91 proposé par le Conseil d'Etat), la ponctuation exacte est : "trois ans, si, pendant ce temps".

Au même article, les références aux articles 88 et 89 doivent être rectifiées si la numérotation initiale est rétablie.

30° A l'article 94 (93 proposé par le Conseil d'Etat), alinéa 1er, il y a une virgule après les mots : "les sûretés personnelles et réelles".

En outre, dans le texte de la loi du 10 août 1953, cet alinéa se termine par les mots : "... de l'hypothèque, qui en garantissent le paiement". Ces mots sont omis au projet; par contre, la version néerlandaise est correctement reproduite.

31° Au même article, dernier alinéa, le mot "débiteur" a remplacé, sans justification, le mot "créditeur" qui figure dans le texte actuellement en vigueur et qui n'a pas été modifié dans le texte néerlandais.

.../...

Examen de l'article 2 du projet.

L'article 2 du projet tend à remplacer par des dispositions nouvelles les articles 21 et 22 de la loi du 10 août 1953. Ces articles avaient respectivement pour objet d'abroger la loi du 20 mai 1872 sur la lettre de change et le billet à ordre, et de modifier la loi du 10 juillet 1877 sur les protêts.

En abrogeant sans réserve la loi du 20 mai 1872, le législateur avait perdu de vue qu'il est fait référence à cette loi dans l'article 3 de la loi du 20 juin 1873 sur les chèques et autres mandats de payement et offres réelles, qui la déclare applicable aux chèques pour toute une série de ses dispositions.

D'autre part, cette disposition ne réalise pas l'intention certaine du législateur de maintenir la force légale de la loi de 1872 pour les lettres de change créées avant son abrogation.

Le projet actuel remplace cette disposition abrogatoire par une disposition nouvelle qui se borne à déclarer que la loi du 20 mai 1872 cesse d'être applicable aux lettres de change et billets à ordre émis après l'entrée en vigueur "de la présente loi", c'est-à-dire de la loi du 10 août 1953.

Cette disposition soulève les observations suivantes :

Il n'est pas certain que l'abrogation de la loi du 20 mai 1872 empêche l'application de la loi

.../...

du 20 juin 1873. Cette dernière loi n'étend pas le champ d'application de la première; elle utilise le procédé de la législation par référence, qui consiste à appliquer à une matière autre que celle qui fait l'objet de la loi référée les principes qu'elle contient; la législation par référence est une voie de législation indirecte.

On pourrait donc soutenir que l'abrogation de la loi référée n'en abroge les dispositions qu'en tant qu'elles règlent les matières qu'elle concerne, mais qu'elle n'a pas d'influence sur les matières qui lui sont étrangères et qui sont réglées par voie de référence aux dispositions abrogées.

Au surplus, la question est douteuse de savoir si une disposition abrogatoire peut être rapportée; l'effet abrogatoire se produit instantanément et définitivement; dès l'instant où une loi est abrogée, elle ne règle plus pour l'avenir les matières qu'elle concernait.

Si, pour des motifs de sécurité juridique, le Gouvernement estime devoir expliciter le fait que la loi du 20 mai 1872 n'a pas cessé ses effets en tant qu'il y est fait référence dans la loi sur le chèque (loi du 20 juin 1873) non plus qu'en ce qui concerne les lettres de change et billets à ordre créés avant son abrogation, il s'indiquerait que l'article 21 nouveau proposé par le Gouvernement soit présenté sous forme de disposition interprétative. Le texte proposé à la fin du présent avis répond à cette intention.

\+

\+ \+

.../...

L'article 2 du projet prévoit encore le remplacement de l'article 22 de la loi du 10 août 1953; cet article avait pour objet de modifier diverses dispositions de la loi du 10 juillet 1877 sur les protêts :

Le 1° de l'article 22 de la loi du 10 août 1953 complète l'article 4 de la loi sur les protêts par la mention suivante : "Le nom du requérant;". Le projet actuel reprend l'ensemble de l'article 4 ainsi modifié.

Le 2° de l'article 22 proposé modifie l'article 5 de la loi sur les protêts; l'alinéa 1er est pratiquement identique au texte qui figure dans l'article 22 de la loi du 10 août 1953; toutefois, la référence à l'article 7 de cette loi, qui était d'ailleurs inexacte, a été remplacée par une référence à l'article 44 des "lois coordonnées sur la lettre de change".

Le second alinéa du nouvel article 5, que la loi du 10 août 1953 ne modifiait pas, a pour objet de compléter le texte actuellement en vigueur par la mention de la déclaration du refus d'acceptation, alors que le texte actuel ne prévoit que la déclaration du refus de payement.

L'exposé des motifs justifie cette modification.

Le 3° de l'article 22 nouveau proposé reprend le texte correspondant de l'article 22 actuel et paraît inutile.

Le Conseil d'Etat propose :

.../...

1° d'éviter le détour inutile que fait le projet en modifiant l'article 22 de la loi du 10 août 1953;

2° de ne plus prévoir l'abrogation des articles 6, 7 et 8 de la loi de 1877;

3° à l'article 5 nouveau de la loi de 1877, de remplacer la référence : "au premier alinéa de l'article 44 des lois coordonnées sur la lettre de change et le billet à ordre" par une référence au "livre Ier, titre VIII, article 44, alinéa 1er, du Code de commerce".

Projet de texte.

PROJET DE LOI QUI RECTIFIE ET INTERPRETE DIVERSES DISPOSITIONS DE LA LOI DU 10 AOUT 1953 CONCERNANT L'INTRODUCTION DANS LA LEGISLATION NATIONALE DE LA LOI UNIFORME SUR LES LETTRES DE CHANGE ET BILLETS A ORDRE ET SA MISE EN VIGUEUR, ET QUI LA COORDONNE AVEC LA DITE LOI UNIFORME.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

.../...

Article 1er.-

Les dispositions de la loi uniforme concernant la lettre de change et le billet à ordre (1), annexée à la convention du 7 juin 1930, et celles des articles 2 à 19 de la loi du 10 août 1953, telles que la rédaction en est modifiée dans les dispositions ci-après, sont coordonnées et insérées dans le titre VIII du livre Ier du Code de commerce sous la dénomination de "Lois coordonnées sur la lettre de change et le billet à ordre".

Le texte néerlandais figurant en regard des dispositions reprises de la loi uniforme dans les dites lois coordonnées en constitue la version légale néerlandaise.

... (Ici viennent les dispositions insérées dans l'article 1er du projet, avec les modifications proposées ci-avant par le Conseil d'Etat) ...

Article 2.-

L'article 21 de la loi du 10 août 1953 est interprété en ce sens que la loi du 20 mai 1872 sur la lettre de change et le billet à ordre cesse d'être applicable aux lettres de change et billets à ordre émis après l'entrée en vigueur de ladite loi.

.../...

---

(1) Cet intitulé est celui qui figure en tête de la loi uniforme.

Article 3.-

§ 1er. Les articles 4 et 5 de la loi du 10 juillet 1877 sur les protêts, modifiés par l'article 22 de la loi du 10 août 1953, sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Article 4.- ...
Article 5.- ...".

§ 2. Les articles 6, 7 et 8 de la même loi demeurent abrogés.

Article 4.-

La présente loi sort ses effets le 15 septembre 1953, sauf en ce qui concerne la modification apportée à l'article 5, alinéa 2, de la loi du 10 juillet 1877 , laquelle entre en vigueur le dixième jour après celui où la présente loi aura été publiée.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

Onderzoek van artikel 1 van het ontwerp.

Artikel 1 van het ontwerp heeft tot doel, de door artikel 20 van de wet van 10 Augustus 1953 in het vooruitzicht gestelde coördinatie in een wet te verwezenlijken en tevens in de tekst verscheidene door de Regering noodzakelijk geachte verbeteringen aan te brengen.

Volgens de memorie van toelichting, "is deze coördinatie niet bij koninklijk besluit kunnen geschieden omdat de Franse en de Nederlandse tekst van de wet van 10 Augustus 1953, alsmede de Nederlandse tekst van de eenvormige wet, verschenen in het Staatsblad van 31 December 1933, sommige fouten bevatten die enkel langs wetgevende weg kunnen worden recht gezet".

Het argument geldt voor de verbeteringen die in de bepalingen van de wet van 10 Augustus 1953 moeten worden aangebracht; de bevoegdheid om te coördineren impliceert in beginsel niet de bevoegdheid om teksten te wijzigen; de wetgever moet dus noodzakelijk optreden.

Met betrekking tot de fouten in de Nederlandse tekst van de eenvormige wet, zoals deze in het Belgisch Staatsblad van 31 December 1933 is verschenen, is het argument waardeloos; van de bij het Verdrag van 7 Juni 1930 gevoegde eenvormige wet bestaan alleen een officiële Franse en een officiële Engelse tekst; de in het Belgisch Staatsblad gepubliceerde Nederlandse tekst is slechts een door de diensten van het Ministerie van Buitenlandse Zaken bezorgde vertaling, die wettelijk geen waarde heeft. De overweging, dat deze vertaling

.../...

voorkwam naast de bij het ontwerp van wet tot goedkeuring van het Verdrag van 7 Juni 1930 gevoegde Franse tekst (Doc. Kamer 1931-1932, nr 173) kan in dit opzicht niet dienen; de Wetgevende Kamers hechten hun goedkeuring aan de eigenlijke oorkonde waarover de Koning heeft onderhandeld en niet aan de vertalingen welke het Parlement voor kennisgeving medegedeeld krijgt. De Kamers stemmen trouwens alleen over het -gewoonlijk enige - artikel van het ontwerp der wet tot goedkeuring en niet over de artikelen van de bijgevoegde oorkonden. In dit opzicht dient de tekst van artikel 1 van het ontwerp dus om de officiële Nederlandse versie van de uit de eenvormige wet overgenomen bepalingen vast te stellen, en niet om deze versie te verbeteren. Overigens, in de veronderstelling dat ook het aldus beoogde doel buiten het bestek van een gewone coördinatie valt, kan het niet zonder het optreden van de wetgever worden verwezenlijkt.

\+

\+ \+

De nummering van de in artikel 1 van het ontwerp ingevoegde bepalingen geeft aanleiding tot een voorafgaande opmerking.

Bij het goedkeuren van de wet van 10 Augustus 1953 heeft de wetgever tussen de artikelen 70 en 71 van de eenvormige wet een nieuwe bepaling ingevoegd, en wel onder nr 70 bis.

.../...

De Raad van State acht het raadzaam deze nummering te behouden en ze niet door een artikel 71 te vervangen. De in het ontwerp voorgestelde verandering zou de omnummering van al de volgende artikelen moeten medebrengen; op die wijze zouden deze artikelen de nummers verliezen die zij in de eenvormige wet en in de wet van 10 Augustus 1953 hebben. Het behoud van de oorspronkelijke nummering vergemakkelijkt de taak van rechters en commentators die zich op de parlementaire voorbereiding moeten beroepen, want de gewenste inlichtingen vinden zij onder hetzelfde nummer; het aannemen van het Regeringsontwerp zou de opzoekingen bemoeilijken. Bovendien ware het wenselijk, de Belgische wet zoveel mogelijk op de eenvormige wet zelf af te stemmen.

In dit opzicht mag worden herinnerd aan een verklaring van de Senaatscommissie van Justitie naar aanleiding van het ontwerp tot invoering in de Belgische wetgeving van de eenvormige wet op de checks :

"5. Nummering van de artikelen van het ontwerp.

Wij hebben gemeend dat het van belang was, de artikelen van de eenvormige wet te behouden in de orde waarin zij in het internationaal verdrag voorkomen. De gelijkheid van de nummering zal het reeds zo moeilijk werk der rechtsgeleerden en der handelaars vereenvoudigen.

Bijgevolg stellen wij voor, de vorm van het ontwerp volledig om te werpen en te werk te gaan als volgt :

...

.../...

B. De vijftien artikelen van het ontwerp zouden vervangen worden door de artikelen van de eenvormige wet, aangevuld en gewijzigd overeenkomstig de bepalingen van die 15 artikelen en amendementen.

C. De op grond van die 15 artikelen in de eenvormige wet aan te brengen wijzigingen zouden geschieden door toevoeging van een of meer alinea's aan het overeenstemmend artikel van de eenvormige wet of, zo nodig, door toevoeging van artikelen ... bis.

...".

(Doc. Senaat 1949-1950, nr 38, blz. 3).

Klaarblijkelijk is de wetgever van 10 Augustus 1953 voor dezelfde moeilijkheid komen te staan bij de invoeging van een artikel 70 bis in de eenvormige wet op de wisselbrieven.

Tenslotte kan, nu reeds verscheidene commentaren op de wet van 10 Augustus 1953 zijn verschenen, een omnummering van de artikelen niets anders dan verwarring stichten.

Naar het gevoelen van de Raad van State is het derhalve raadzaam aan de bij de wet van 10 Augustus 1953 aangenomen nummering niet te raken.

+

\+ +

.../...

De Nederlandse tekst van de aan de eenvormige wet ontleende bepalingen is gewoon een vertaling, die wettelijk geen waarde heeft.

De Raad van State acht het wenselijk, de tekst van de betreffende Nederlandse wet over te nemen.

De eenvormige wet getuigt immers van een streven naar eenmaking van de interne wetgevingen der ondertekenende Staten; zodanige eenmaking die met name in het raam van de Benelux-Staten wordt nagestreefd, en die tot uiting is gekomen in de goedkeuring, door deze Staten, van het ontwerp van eenvormige wet tot regeling van de internationaal privaatrechtelijke kwesties, kan alleen maar in de hand worden gewerkt door het opmaken van teksten waarvan de bewoordingen in elk van de betreffende Staten zoveel mogelijk identiek zijn; bovendien ware de eenmaking van de Nederlandse rechtsterminologie in hoge mate bevorderlijk voor de eenheid van interpretatie.

Aan deze bezorgdheid werd door de Senaatscommissie van Justitie reeds als volgt uiting gegeven :

"Een van de wensen vervat in de slotakte van het eerste verdrag heeft betrekking op de vertalingen : namelijk dat de Staten waar dezelfde officiële taal gebruikt wordt, zich zouden akkoord stellen over één enkele vertaling.

Nederland is medeondertekenaar van de verdragen.

.../...

De Regering zal ongetwijfeld nuttig oordelen, tegemoet te komen aan de wens door de Internationale Conferentie uitgedrukt, door dienaangaande in voeling te treden met de Nederlandse Regering.

De eenmaking van de teksten zal de handelaars van beide landen ten goede komen" (Doc. Senaat, 1947-1948, nº 40, blz. 42).

\+

\+ +

De vergelijking van de in artikel 1 van het ontwerp ingevoegde bepalingen met de officiële tekst van de eenvormige wet, door het Ministerie van Buitenlandse Zaken aan de Raad van State medegedeeld, geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen :

1º De eenvormige wet is ingedeeld in titels en hoofdstukken en niet in afdelingen en hoofdstukken.

Daar de "gecoördineerde wetten" evenwel bestemd zijn om in titel VIII van boek I van het Wetboek van koophandel te worden ingevoegd, welke titel zelf reeds in afdelingen is ingedeeld, heeft het ontwerp de verdeling in afdelingen terecht in de plaats gesteld van de verdeling in titels.

2º In artikel 1, 1º, vormt het einde van het lid beginnend met de woorden "de verplichting om ..." een zelfstandige zin. De voorafgaande kommapunt moet dus door een punt worden vervangen. Dezelfde opmerking geldt voor de Franse tekst.

Aan het einde van het lid komen in de thans geldende tekst de woorden "deze wet" en "présente loi" niet voor.

.../...

3° In artikel 7, Franse tekst, van de eenvormige wet staat "...ou des signatures qui, pour toute autre raison, ne sauraient ..."; voor het uitvallen van het woord "autre" is geen reden, te meer dat de Nederlandse tekst terecht zegt "om welke andere reden".

4° In artikel 8, Franse tekst, van de eenvormige wet en van het ontwerp staat "a les mêmes droits qu'aurait eu le prétendu représenté"; hier had moeten staan "a les mêmes droits qu'aurait eus..."; wellicht kan ter gelegenheid van de "coördinatie" deze zuiver materiële vergissing verbeterd worden.

5° In artikel 16, tweede lid, Franse tekst, staat het woord "quelque" in het enkelvoud.

6° In artikel 20, laatste lid, Franse tekst, staat geen komma na de woorden "du tiré".

7° In fine van artikel 25, tweede lid, Franse tekst, is de komma na de woorden "contre le tireur" overbodig.

8° In artikel 28, eerste lid, Franse tekst, staat geen komma na de woorden "par l'acceptation".

9° In artikel 34, tweede lid, Franse tekst, ware volgens de officiële tekst te lezen: "Dans ce cas..."

10° De Nederlandse en de Franse tekst van artikel 36, vierde lid, stemmen niet overeen. Hiervoor tracht de memorie van toelichting een verklaring te geven;

.../...

welke de Raad van State niet als afdoend kan beschouwen: het is immers niet duidelijk waarom de Nederlandse tekst een interpretatie zou moeten zijn van de Franse. Dit is een ongewone werkwijze. Het zou derhalve de voorkeur verdienen, in het Nederlands de tekst te nemen van de Nederlandse wet van 25 Juli 1932 waarin de woorden "quinze jours" gewoon door "vijftien dagen" zijn weergegeven. Mocht de Regering een interpretatie van deze woorden wenselijk achten, dan zou de memorie van toelichting dienovereenkomstig moeten worden aangevuld.

11° In artikel 40, derde lid, Franse tekst, staat geen komma na het woord "endossement".

12° In artikel 42, derde regel, Franse tekst van de wet van 10 Augustus 1953 staat "dans le délai indiqué"; terecht gebruikt het ontwerp opnieuw de formule van de eenvormige wet "dans le délai fixé".

13° In artikel 43, 1°, ware volgens de officiële Franse tekst te lezen :
"S'il y a eu refus ...".
Bij 2° van hetzelfde artikel, zoals het door de Regering is geamendeerd, zijn geen opmerkingen meer te maken.

Steeds in artikel 43, laatste lid, heeft de wet van 10 Augustus 1953 de Franse uitdrukking: "... des délais limités à l'échéance de l'effet..." in de plaats gesteld van die welke voorkomt in artikel 11 van bijlage II bij het verdrag (toegelaten voorbehoud), volgens hetwelk ieder der hoge verdragsluitende partijen zich de bevoegdheid

.../...

voorbehoudt in hare wetgeving de mogelijkheid te voorzien dat de garanten van een wisselbrief, indien verhaal tegen hen wordt uitgeoefend, respijttermijnen bekomen, "... qui, en aucun cas, ne pourront dépasser l'échéance de la lettre de change".

De voorgenomen coördinatie zou te baat kunnen worden genomen om deze redactie te herstellen, te meer dat eventuele moeilijkheden bij de interpretatie zodoende uit de weg werden gegaan.

De Raad van State vestigt de aandacht op het gemis van overeenstemming tussen de regeling ingevoerd bij artikel 43 en die vastgesteld in artikel 450, eerste lid, van de faillissementswet.

14° In artikel 44, laatste lid, Franse tekst, van de wet van 10 Augustus 1953 staat (driemaal): "En cas de cessation des paiements".

In hetzelfde artikel 44, laatste lid, heeft de wet van 10 Augustus 1953 de uitdrukking: "la production...suffit pour l'exercice de ses recours par le porteur" in de plaats gesteld van de uitdrukking: "la production ... suffit pour permettre au porteur d'exercer ses recours", die in de eenvormige wet was aangenomen. De coördinatie ware een gelegenheid om deze laatste redactie te herstellen.

15° In de oorspronkelijke tekst van artikel 48, 2°, staat "6 t.h." en "6 p.c.". Ter wille van de algemene overeenstemming zou dit teken ook hier moeten worden aangenomen.

.../...

16° Dezelfde opmerking geldt voor artikel 49, 2°.

17° In de officiële Franse tekst van artikel 52, tweede lid, staat: "un droit de courtage et le droit de timbre de la retraite".

18° In artikel 71 (waarvan de Raad van State voorstelt 70 bis te maken) van de officiële tekst staat: "de bij dit artikel", en volgt in de Franse tekst op de woorden "prescription" en "article" geen komma.

19° In artikel 73, (72 volgens het voorstel van de Raad van State) eerste lid, Franse tekst, staat geen komma na de woorden "lettre de change" (tweemaal) en "jour férié légal".

20° In artikel 76 (75 volgens het voorstel van de Raad van State) van de eenvormige wet, Franse tekst, staat "... dans la langue employée pour la rédaction de ce titre". De hier overgenomen wet van 10 Augustus 1953 zegt: "dans la langue employée pour la rédaction du texte de ce titre". In de coördinatie zou deze redactie kunnen worden verbeterd, ten einde ze met de eenvormige wet, en trouwens eveneens met artikel 1, 1°, van de coördinatie in overeenstemming te brengen.

In hetzelfde artikel 76, 1°, Franse tekst, vormt het laatste gedeelte van de alinea, dat begint met de woorden "l'obligation d'insérer", een volzin. De voorafgaande kommapunt moet daarom door een punt worden vervangen.

.../...

21° In artikel 77 (76 volgens het voorstel van de Raad van State), Franse tekst, leze men "énonciations" in de plaats van "dénonciations".

22° In artikel 78 (77 volgens het voorstel van de Raad van State) is naar de verschillende bepalingen van het ontwerp verwezen overeenkomstig de aangenomen nieuwe nummering; mocht de Regering op de wenken van de Raad van State ingaan en de oorspronkelijke nummering van de artikelen willen herstellen, dan moeten de verwijzingen in genoemd artikel, die van het laatste lid inbegrepen, herzien worden.

In de verwijzingen na het woord "verjaring", moet ook artikel 71 (70 bis volgens het voorstel van de Raad van State) worden vermeld.

De zinsdelen "De betaling van een zoekgeraakte wissel (artikelen 87 tot 92)" en "Conservatoir beslag (artikel 95)" die aan artikel 77 van de eenvormige wet toegevoegd zijn door de wet van 10 Augustus 1953, moeten achteraan in dit lid worden geplaatst.

Daar de eenvormige wet het woord "wissel" niet kent, vervange men het door "wisselbrief".

In het tweede lid, Franse tekst, is de komma na de woorden "billet à ordre" overbodig.

Het laatste lid van artikel 78 van het ontwerp komt noch in de eenvormige wet, noch in de wet van 10 Augustus 1953 voor. Artikel 16, § 2, van deze laatste wet bepaalt : "Aan artikel 77 wordt een lid toegevoegd dat luidt :

.../...

De wijzigingen bij deze wet aangebracht in de artikelen 2, 20, 31, 38, 42, 43, 44, 48, 49, 71 en 74 van de eenvormige wet, de artikelen 70 bis nieuw, 86 en 91 nieuw, 93 nieuw, alsook de wijzigingen in de wet op de protesten, zijn mede van toepassing op het orderbriefje.".

Zoals in de memorie van toelichting is gezegd (blz. 3), gaat het hier enkel om een vormwijziging.

23° In artikel 82 (81 volgens het voorstel van de Raad van State), vierde lid, stemmen de Nederlandse en de Franse tekst niet volkomen overeen : tegenover de Nederlandse uitdrukking "werd er geen bijzondere bestemming vermeld" staat de Franse uitdrukking "à défaut d'affectation spéciale".

In het vijfde lid van hetzelfde artikel komt een dubbelpunt na de woorden "vervangbare zaken" zoals in het derde lid. Deze interpunctie moet worden hersteld.

In hetzelfde lid van dat artikel heeft de thans geldende tekst : "... zaken : de geaccepteerde brieven hebben voorkeur...".

24° In artikel 83 (82 volgens het voorstel van de Raad van State), Franse tekst, is geen komma nodig na de woorden "La déchéance".

Het einde van het tweede lid van hetzelfde artikel, te beginnen met de woorden "In de gevallen, ..." vormt in de wet van 10 Augustus 1953 een afzonderlijk lid.

.../...

Steeds in hetzelfde lid is sprake van "de in artikel 70 bepaalde termijnen". In artikel 70 zijn evenwel drie verschillende termijnen bedoeld. Aangezien het hier gaat om de rechtsvordering van de houder tegen garanten, ligt het voor de hand dat de tweede termijn, dus die van het tweede lid, bedoeld wordt. Het zou veiliger zijn dit uitdrukkelijk te zeggen: "... vermeld, verjaart de overblijvende rechtsvordering na de termijn van één jaar met ingang van ...".

25° Aan het slot van artikel 85 (84 volgens het voorstel van de Raad van State) is het woord "verweer" van de thans geldende tekst vervangen door "verbod".

26° In artikel 88 (87 volgens het voorstel van de Raad van State), Franse tekst, staat een komma na de woorden "de l'acceptation".

27° Hetzelfde geldt voor artikel 89 (88 volgens het voorstel van de Raad van State), na de woorden "tribunal de commerce".

28° In de artikelen 89 en 90 (88 en 89 volgens het voorstel van de Raad van State), eerste en tweede lid, neemt het ontwerp de uitdrukking "wissel" en "zoekgeraakte wissel" uit de wet van 10 Augustus 1953 over; deze termen, welke de eenvormige wet niet kent, stemmen niet overeen met die welke voorkomen in het opschrift en in de overige artikelen van hoofdstuk II betreffende de betaling der zoekgeraakte wisselbrieven.

.../..

29° In de Franse tekst van artikel 92 (91 volgens het voorstel van de Raad van State) is de juiste interpunctie "trois ans, si, pendant ce temps".

In hetzelfde artikel moet, zo de oorspronkelijke nummering opnieuw wordt opgenomen, de verwijzing naar de artikelen 88 en 89 verbeterd worden.

30° In artikel 94 (93 volgens het voorstel van de Raad van State) eerste lid, Franse tekst, staat een komma na de woorden "les sûretés personnelles et réelles".

Terwijl bovendien de Nederlandse tekst datzelfde lid juist overneemt, zijn de in de wet van 10 Augustus 1953 voorkomende woorden "... qui en garantissent le paiement", aan het einde van de Franse tekst, uitgevallen.

31° In hetzelfde artikel, laatste lid, van de Franse tekst is het in de thans geldende bepaling voorkomende woord "créditeur", zonder enige rechtvaardiging, vervangen door "débiteur", terwijl de Nederlandse tekst ongewijzigd blijft.

Onderzoek van artikel 2 van het ontwerp.

Artikel 2 van het ontwerp stelt nieuwe bepalingen in de plaats van de artikelen 21 en 22 van de wet van 10 Augustus 1953. Deze laatste strekten onderscheidenlijk tot opheffing van de wet van 20 Mei 1872 op de wisselbrief en het orderbriefje, en tot wijziging van de wet van 10 Juli 1877 op de protesten.

.../...

Bij het opheffen zonder voorbehoud van de wet van 20 Mei 1872 had de wetgever uit het oog verloren, dat naar die wet verwezen wordt in artikel 3 van de wet van 20 Juni 1873 op de checks en andere betalingsbriefjes en het aanbod van gerede betaling, welk artikel eerstgenoemde wet in een aantal van haar bepalingen toepasselijk verklaart op de checks.

Anderzijds beantwoordt deze bepaling niet geheel aan de stellige bedoeling van de wetgever, de wet van 1872 in werking te laten ten aanzien van de wisselbrieven die van vóór haar opheffing dagtekenen.

Het onderhavige ontwerp vervangt bedoelde opheffingsbepaling door een nieuwe bepaling, waarbij gewoon verklaard wordt dat de wet van 20 Mei 1872 ophoudt van toepassing te zijn op de wisselbrieven en orderbriefjes, welke na de inwerkingtreding "van deze wet", dit is de wet van 10 Augustus 1953, werden uitgegeven.

Bij deze bepaling zijn de volgende opmerkingen te maken :

1° Dat de opheffing van de wet van 20 Mei 1872 de toepassing van de wet van 20 Juni 1873 verhindert, staat niet vast. De werkingssfeer van de eerste wordt door de laatste niet verruimd; de wet van 1873 wendt het procédé der wetgeving bij verwijzing aan, dat er in bestaat, op een andere materie dan die waarover de wet waarnaar wordt verwezen handelt, de daarin neergelegde beginselen toe te passen; de wetgeving bij verwijzing is een vorm van indirecte wetgeving.

.../...

Er kan bijgevolg worden betoogd, dat de opheffing van de wet waarnaar wordt verwezen, de daarin neergelegde bepalingen slechts opheft voor zover zij de materie, waarop de wet betrekking heeft, regelt, maar dat zij zonder invloed blijft ten aanzien van niet verwante stof, die door verwijzing naar de opgeheven bepalingen wordt geregeld.

Bovendien wordt betwijfeld, of een opheffingsbepaling kan worden ingetrokken; de opheffing heeft ogenblikkelijk en definitief uitwerking; eens dat de wet is opgeheven, houdt ze op de betreffende stof voor de toekomst te regelen.

Mocht de Regering het terwille van de rechtsveiligheid noodzakelijk achten uitleg te verstrekken over het feit, dat de wet van 20 Mei 1872 niet buiten werking is getreden zolang er in de wet op de cheek (wet van 20 Juni 1873) naar wordt verwezen en evenmin ten aanzien van de wisselbrieven en orderbrieven die van vóór haar opheffing dagtekenen, dan moet aan het door de Regering voorgestelde nieuwe artikel 21 de vorm van een interpretatieve bepaling worden gegeven. De tekst welke de Raad van State verder voorstelt, beantwoordt aan die bedoeling.

\+

\+ \+

Artikel 2 van het ontwerp voorziet ook in de vervanging van artikel 22 van de wet van 10 Augustus 1953; door dit artikel 22 werden wijzigingen

.../...

aangebracht in verscheidene bepalingen van de wet van 10 Juli 1877 op de protesten:

Het 1° van artikel 22 van de wet van 10 Augustus 1953 vult artikel 4 van de wet op de protesten aan met de woorden "De naam van de requirant;". Het huidige ontwerp neemt het aldus gewijzigde artikel 4 in zijn geheel over.

Onder 2° van het voorgestelde artikel 22 wordt wijziging gebracht in artikel 5 van de wet op de protesten; de tekst van het eerste lid is practisch dezelfde als die van artikel 22 van de wet van 10 Augustus 1953; evenwel wordt de verwijzing naar artikel 7 van deze wet - die trouwens onjuist was - vervangen door een verwijzing naar artikel 44 "van de samengeordende wetten op de wisselbrief".

Het tweede lid van het nieuwe artikel 5, dat door de wet van 10 Augustus 1953 niet is gewijzigd, dient om de thans geldende tekst aan te vullen met de verklaring tot weigering "van acceptatie", waar tot nu toe alleen sprake was van "verklaring tot weigering van betaling".

Voor deze wijziging is in de memorie van toelichting een verklaring gegeven.

Onder 3° van het voorgestelde nieuwe artikel 22 is de overeenstemmende tekst van het huidige artikel 22 overgenomen; dit blijkt overbodig.

De Raad van State geeft in overweging :

.../...

1° geen nutteloze omweg te doen om artikel 22 van de wet van 10 Augustus 1953 te wijzigen;

2° de artikelen 6, 7 en 8 van de wet van 1877 niet op te heffen;

3° in het nieuwe artikel 5 van de wet van 1877 te verwijzen naar "boek I, titel VIII, artikel 44, eerste lid, van het Wetboek van koophandel" in plaats van naar "het eerste lid van artikel 44 van de samengeordende wetten op de wisselbrief en het orderbriefje".

Ontwerp van tekst.

ONTWERP VAN WET TOT VERBETERING EN INTERPRETATIE VAN VERSCHILLENDE BEPALINGEN VAN DE WET VAN 10 AUGUSTUS 1953 BETREFFENDE DE INVOERING IN DE NATIONALE WETGEVING VAN DE EENVORMIGE WET OP DE WISSELBRIEVEN EN ORDERBRIEFJES EN BETREFFENDE HAAR INWERKINGTREDING, EN TOT COÖRDINATIE VAN DEZE WETGEVING MET DE EENVORMIGE WET.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEL

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

.../...

Onze Minister van Justitie is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

De bepalingen van de eenvormige wet op wisselbrieven en orderbriefjes (1), gevoegd bij het verdrag van 7 Juni 1930, en de bepalingen van de artikelen 2 tot 19 van de wet van 10 Augustus 1953, zoals de tekst er van in de onderstaande bepalingen is gewijzigd, worden gecoördineerd en in titel VIII van boek I van het Wetboek van koophandel ingevoegd onder de benaming "Gecoördineerde wetten op de wisselbrieven en orderbriefjes ".

De Nederlandse tekst, voorkomend naast de bepalingen die uit de eenvormige wet in deze gecoördineerde wetten zijn overgenomen, is de wettelijke Nederlandse versie er van.

... (Hier komen de bepalingen die in artikel 1 van het ontwerp worden ingevoegd, met de wijzigingen welke de Raad van State heeft voorgesteld)...

Artikel 2.-

Artikel 21 van de wet van 10 Augustus 1953 moet zo worden verstaan dat de wet van 20 Mei 1872 op de wisselbrief en het orderbriefje ophoudt toepasselijk te zijn op de wisselbrieven en orderbriefjes die na de inwerkingtreding van genoemde wet zijn uitgegeven.

.../...

- -

(1) Zo luidt het opschrift bovenaan de eenvormige wet.

Artikel 3.-

§ 1. De artikelen 4 en 5 van de wet van 10 Juli 1877 op de protesten, gewijzigd bij artikel 22 van de wet van 10 Augustus 1953, worden door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 4.- ...
Artikel 5.- ... ".

§ 2. De artikelen 6, 7 en 8 van dezelfde wet blijven opgeheven.

Artikel 4.-

Deze wet heeft uitwerking met ingang van 15 September 1953, behalve wat betreft de in artikel 5, tweede lid, van de wet van 10 Juli 1877 aangebrachte wijziging, die in werking treedt de tiende dag na die waarop deze wet zal zijn bekendgemaakt.

Gegeven te , .

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUETENS,		promier président du Conseil d'Etat,	président
de Heren :		eerste-voorzitter van de Raad van State,	voorzitter
	M. SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat	
	G. VAN BUNNEN,	raadsheren van State	
	J. VAUTHIER,	assesseurs de la section de législation	
	L. FREDERICQ,	bijzitters van de afdeling wetgeving	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Justice.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Justitie.

Le 1953.

De 1953.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.